

Lettre
de
madame Jinny Jogindera Sims, présidente
de la
British Columbia Teachers' Federation

British Columbia Teachers' Federation

Le 26 mai 2006

Aux délégués et déléguées du 27^e Congrès de la FNEEQ (CSN),

Chers collègues,
Chères collègues,

Je regrette vraiment de ne pas pouvoir être ici aujourd'hui. Je me réjouissais d'avance de connaître vos expériences et de vous faire part des nôtres. En Colombie-Britannique, nous faisons face à plusieurs problèmes identiques à ceux auxquels vous êtes confrontés au Québec. Mais je sais que vous comprendrez que je dois rester ici, avec nos membres, car nous vivons un moment capital des négociations et nous devons nous préparer à un vote de grève qui aura lieu les 7 et 8 juin prochains.

En octobre 2005, les enseignants et les enseignantes de la Colombie-Britannique ont dû défendre à bout de bras trois dossiers essentiels :

- § nos droits mêmes de négociier;
- § une convention salariale juste et raisonnable; et
- § des modifications aux effectifs des classes et à leur composition.

Nous avons essayé de négocier une entente pendant des mois. Mais l'employeur, qui collaborait avec le gouvernement, a soutenu qu'il n'avait ni le mandat pour régler les enjeux importants pour les enseignants et les enseignantes, ni les fonds nécessaires pour leur accorder une rémunération bien méritée. Une grève légale a été décidée par vote. Quand le gouvernement a déposé un projet de loi imposant certaines modalités et conditions, les enseignants et les enseignantes ont voté à nouveau en faveur d'une grève cette fois illégale, et sont restés en grève pendant deux semaines. La grève, qui avait d'abord été un problème de relation de travail, s'est transformée en acte de désobéissance civile contre l'État.

Les tribunaux ont imposé des amendes à notre syndicat, l'ont empêché de verser des allocations de grève et nous ont assigné un contrôleur. Celui-ci est venu travailler dans l'immeuble de la Fédération des enseignants et des enseignantes de la Colombie-Britannique pour superviser nos opérations financières. Mais les enseignants et les enseignantes ont gardé courage, grâce à l'extraordinaire appui du public et de leurs collègues à l'échelle du pays. Nous sommes très reconnaissants de la solidarité qu'ont témoigné les membres de la FNEEQ (CSN) envers les enseignants et les enseignantes de notre province.

Cette grève d'octobre 2005 a eu des retombées positives. Nous avons été capables d'obtenir des améliorations à la grille salariale, une augmentation du salaire des suppléants et des suppléantes et une réduction des prestations. Ce printemps, le gouvernement a posé le geste important d'adopter une loi sur les effectifs des classes et leur composition. La loi n'est pas parfaite, mais elle représente un pas dans la bonne direction. Le gouvernement a nommé un commissaire-enquêteur sur les relations de travail pour étudier nos structures de négociation. Nous sommes de retour à la table de négociation, avec des structures intérimaires.

Encore une fois, nous faisons face à ce même employeur qui a l'appui du gouvernement et qui n'est pas disposé à mettre une offre raisonnable sur la table. Les salaires des enseignants et des enseignantes de notre province sont remarquablement plus bas que ceux offerts au pays. Et pourtant, l'employeur nous a présenté une entente de quatre ans, avec des augmentations s'élevant à peine à 1,5 %, 2 %, 2 % et 2,5 %, et pratiquement rien d'autre.

En tant qu'enseignants et enseignantes, nous avons l'habitude de défendre nos convictions, nos élèves et l'éducation publique. Maintenant, nous réclamons ce que nous méritons. Nous avons besoin d'arriver à une entente qui respecte notre travail et en reconnaît la valeur. Nous nous efforçons de conclure une entente avant que nos membres partent pour les vacances d'été. Mais nous savons fort bien aussi que nous devons nous battre pour chaque point gagné.

En tant qu'enseignants et enseignantes, nous continuons de nous battre pour nos droits et ceux de nos élèves, de même que pour un système d'éducation publique de qualité. Il est temps pour nous de nous élever contre la volonté grandissante de tout normaliser, de justifier le financement sur la base de résultats à des tests et des épreuves standardisés qui se multiplient et qui peuvent « ternir » la joie d'enseigner et d'apprendre. En tant que professionnels et professionnelles, nous avons la responsabilité de nous faire entendre. Nous devons travailler ensemble, parce que nous savons que ce programme nuit à nos élèves et à l'éducation publique.

Je vous souhaite la meilleure des chances dans vos délibérations et je me réjouis à l'idée de poursuivre le dialogue entre nos deux organisations. Merci beaucoup!

Syndicalement,

(original signé)

Jinny Jogindera Sims, présidente

